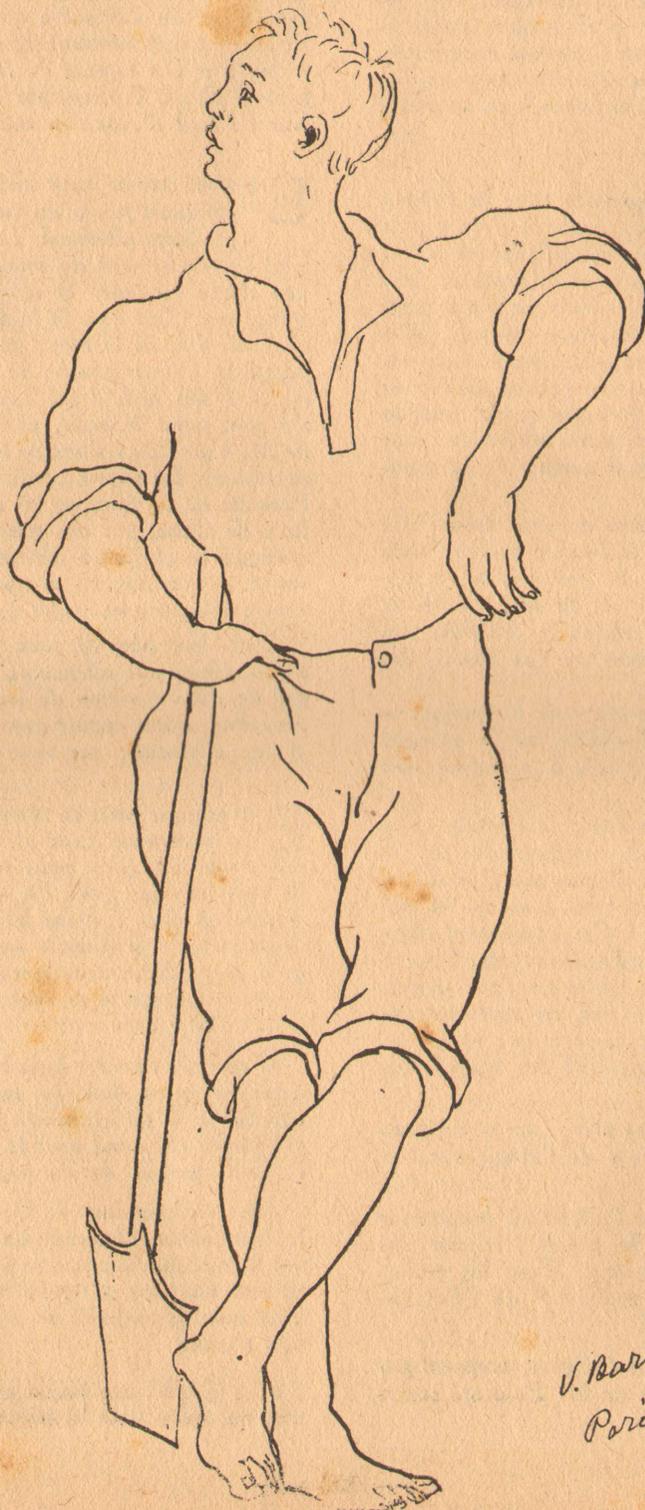


CLARTÉ



*V. Barthe
Paris 23*

Les Intérêts et la Sottise

L'EUROPE est de nouveau en pleine crise. L'absurdité des politiques impérialistes de la France, de l'Allemagne et de l'Angleterre est en train de consumer la ruine totale de tout le vieux monde occidental. Il semble bien, maintenant, qu'aucune solution capitaliste ne puisse ramener l'ordre dans tout ce chaos : pas même la guerre ! Le sens national n'existe plus parmi la bourgeoisie d'affaires — à cause du change. Le sens de classe, phénomène économique, remplace de plus en plus une idéologie patriotique sentimentale, dont la décomposition des couches sociales dirigeantes accélère la ruine. Certes, les masses conservent partout encore une irritante passivité, mais l'action révolutionnaire ne les effraye déjà plus. Elles en viennent même à en entrevoir l'inéluctable nécessité.

LA rupture est désormais consommée entre la France et l'Angleterre. Elle était fatale et depuis plus d'une année, nous en avons marqué, ici-même, les étapes. La nouvelle note anglaise, pour la première fois, dénonce l'acte de Versailles et désavoue effectivement toute la politique des réparations — depuis l'ultimatum à l'Allemagne pour obtenir la signature de ses délégués sous le traité de paix, jusqu'à l'occupation de la Ruhr. Mais surtout, la note est formelle sur la question des dettes interalliées. Le gouvernement britannique n'en consentira l'annulation qu'en tenant compte de la situation des débiteurs.

Le rédacteur financier du Times a même émis l'idée que la capacité de paiement de la France pourrait aussi faire l'objet d'une enquête par une commission internationale. Cela suffit pour montrer où en sont arrivés les économistes qui envisagent avec raison le problème des obligations internationales du point de vue strict des hommes d'affaires.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement britannique a maintenant fait sien le projet d'enquête sur la capacité de paiement du Reich et serait résolu à le réaliser sans délai.

La note ajoute que la somme due à la France, après déduction des douze milliards de marks-or dus à la Grande-Bretagne et des 15 milliards dus aux Etats-Unis, pour la part britannique des réparations, à savoir 34 milliards, s'élèverait à 7 milliards. Par conséquent, lorsqu'on suggère aujourd'hui que la France reçoive 26 milliards nets après l'annulation de toutes ses dettes envers la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, on peut voir que la demande est de 3 à 4 fois plus forte que ce qui lui reviendrait pour sa part en conformité des accords actuels.

Enfin, en conclusion, elle laisse prévoir en matières de réparations, une action « séparée » de l'Angleterre.

BIEN entendu, la réception de l'ultimatum britannique a provoqué dans toute la presse française une explosion de rage impuissante. Tous les grands quotidiens enregistrent cette « rupture » de l'Entente. D'aucuns même s'en réjouissent.

Des journaux radicaux comme l'Œuvre, prennent par des moyens détournés la défense de M. Poincaré contre lord Curzon.

Et pourtant, cette rupture qui consume l'isolement de la France sur le continent est bien la conséquence logique de toute la politique de M. Poincaré. Seuls, les journaux qui défendent les intérêts du petit et du moyen commerce s'effrayent des conséquences de cette politique de casse cou — le cours de la livre sterling est suffisamment alarmant pour eux. La Journée Industrielle conseille à M. Poincaré de ne pas envenimer les choses par une nouvelle réplique et s'inquiète déjà d'alliances futures. L'opinion générale, c'est que la France doit maintenant tenter de s'entendre directement avec l'Allemagne. Et cela est suffisamment significatif que l'officieux *Matin* écrive : « Un voyage de M. Stresemann à Paris rapportera plus à l'Allemagne que 20 voyages aller et retour de lord d'Abernon entre Berlin et Londres ».

EN effet, on ne peut maintenant que pronostiquer la collusion fatale du capitalisme français et du capitalisme allemand. La bourgeoisie allemande, devant l'effondrement du mark et les menaces de révolution devra capituler et appeler à son aide les troupes françaises. C'est bien là le sens de la nouvelle « grande coalition » et de la venue au pouvoir de M. Stresemann, populiste, le bras gauche de M. Stinnes, comme M. Cuno était son bras droit. Les communistes allemands ne s'y sont point trompés, puisque aussitôt après la chute de M. Cuno, ils partent de nouveau en guerre contre son successeur. La sage attitude du P. C. allemand limitant l'émeute de la faim en lui donnant un sens profond de lutte de classe, par une grève générale de trois jours, lui a acquis la confiance définitive des masses ouvrières. La social démocratie, en acceptant de participer à un ministère Stresemann, trahit la cause prolétarienne.

Dans leur hâte de jouir du pouvoir, les chefs de la social démocratie allemande étalent au grand jour le degré de décomposition de leur parti, sans cohésion, sans discipline, ayant épousé avec la cause de la grande bourgeoisie allemande, ses vices et son immoralité.

ET puisque nous en sommes à ce point, arrêtons-nous un instant sur cette effrayante question de la décadence qui est pour nous révolutionnaires une question de vie ou de mort. En effet, tout le problème se résume en ceci : Dans les différents pays en voie de décadence, le prolétariat arrivera à s'organiser plus vite qu'il ne se dissocie au contact d'une bourgeoisie pourrie — victoire ; ou il se contaminera avant d'être organisé — et c'est la fin.

C'est cette dernière hypothèse qui se trouve être réalisée actuellement en Autriche, peuple vaincu, pays mort, race agonisante. C'est également le péril immense que court le prolétariat allemand pour le succès révolutionnaire duquel l'activité morale devient aujourd'hui essentielle.

Un correspondant de *Comœdia* brosse des mœurs de la bourgeoisie allemande un tableau par trop exact, que son journal publie peut-être par un raffinement de sadisme, en tous cas sans se rendre compte bien certainement que c'est pour la majorité de son public la pire injure ou la pire cruauté.

« La grande noce berlinoise, écrit M. Emmanuel Vincent, tient ses assises dans le quartier de l'ouest, aux alentours de

la gare du *Zoologischer Garten* et tout le long du *Kurfürstendamm*. Des affiches annoncent, dans des *Kabareten*, flagellations, femmes martyrisées, crucifiées, invertis se donnant en spectacle dans des orgies qui n'ont rien d'une beauté plastique réelle ; petits théâtres et cinémas, aux loges à peine grillées, où l'on peut voir des spectacles animés, aussi écœurants que ceux que fixent ces cartes postales transparentes et pornographiques, vendues par les voyous du trottoir.

« Songez à ce que sont ces représentations lorsque dans *Potsdamerstrasse*, en pleine ville, s'ouvrent les portes d'un cinéma : *Erotikon* où l'on peut voir en spectacle des filles grasses et vulgaires dont le costume consiste en une paire de bas de soie noire et des jeunes hommes habillés d'une paire de cothurnes ou d'un serre-tête de pierrot ; des dancings où vous devez abandonner au vestiaire tout ce que vous avez sur vous, l'entrée de la salle n'étant tolérée qu'en tenue d'Adam et d'Eve ; des bains de vapeur mixtes ; ouvrant leurs portes après minuit, et où, dans un éclairage rouge sanguinolent, de jeunes masseurs de seize ans vous font l'offre des pires complaisances ; des instituts de beauté ouverts la nuit aussi et où se débitent les saintes drogues, ouvertement : cocaïne, morphine, opium, sulfonal. »

Un peu plus loin il décrit une soirée dans une des boîtes de Berlin les plus cotées, celle de la *Nurembergerstrasse* :

« On nous toise comme des bêtes curieuses, car nous avons deux femmes avec nous.

Installés à une table, nous pouvons enfin regarder mieux ce qui se passe alentour.

Rien que des hommes : D'anciens officiers en civil, aux raideurs poudrerezées, doigts au carmin chargés de bagues ou de breloques ; de gros hommes rasés, aux masques de faux américains, des jeunes gens d'une élégance un peu maniérée et qui laissent le rouge de leurs lèvres aux bouts dorés de leurs cigarettes. »

Néanmoins, un jeune et bel éphèbe leur donne quelques explications :

« Regardez... cette vieille roulure avec le chapeau melon beige, et cette pelisse de bison : c'est le prostitué le plus richement entretenu de Berlin... Il vit avec X..., le banquier et il le bat avec une cravache encore, quand l'autre ne signe pas des chèques à sa convenance... »

« — Vous voyez, celui-ci, en kaki, avec ces bottes de daim fauve parfumées au chypre, c'est un chauffeur de taxi. Il s'est battu avec un chef d'orchestre, pour le *lift-chasseur* qui ouvre la porte. Il a reçu un coup de couteau au mollet. Il crie qu'il est défiguré et il n'ose plus aller se baigner dans le *Wansee* avec sa cicatrice qui l'empêche de faire des levées parmi les étudiants et les sportsmen qui canotent le dimanche à *Babelsberg*. Le grand mince, en smoking, qui se remet du rimmel aux yeux, c'est le fils de l'éditeur X. Il a fait toute la guerre comme lieutenant. Le père est trois ou quatre fois milliardaire et le fils vient ici, certains soirs, payer du champagne à toute la salle... Seulement, pour l'avoir, c'est lui qu'on doit payer. Il demande à ses « visiteurs » d'épingler les billets de banque à la tête du lit !... »

Et le petit, qui est un peu gris, nous dévoile tout un chapelet de potins, d'histoires assez laides, à n'en plus finir, et, où il nous cite les noms connus de chirurgiens, de professeurs, de commerçants et d'artistes berlinois.

Dans la salle, une bouquetière circule en offrant des herbes frillées et de la cocaïne, sans gêne aucune, et aussi deux journaux hebdomadaires : *Die Homosexualität* (illustré) et *Die Freundschaft* (L'Amitié), littérature d'un genre tout spécial, et que, du reste, on peut acheter dans n'importe quel kiosque des rues de Berlin. »

On comprendra peut-être mieux, après ces longs extraits, l'angoisse révolutionnaire qui étire les meilleurs

de nos camarades allemands. Certes, une bourgeoisie dont les mâles en sont arrivés à ce point de décadence, doit s'effondrer maintenant au premier assaut un peu rude. Mais de trop prolonger la veillée d'armes, on risque de voir les troupes prolétariennes se laisser tenter par l'attrait toujours trop intense du vice. Si au moins ce prolétariat avait déjà en lui sa morale, autrement que par un pur instinct souvent bajoué et tourné en dérision par les aimables sceptiques, les fades intellectuels, que tout mouvement révolutionnaire traîne, hélas, fatalement avec lui.

TOUJOURS sur le même problème, Junius, le gribouilleur de l'Echo de Paris, part en guerre dans un de ses derniers « Billets » contre ces affreux communistes, destructeurs de toute civilisation et de tout progrès. Entendez bien que pour M. Junius le progrès s'appelle l'héritage et la civilisation, la propriété. « Les détruire, s'indigne-t-il, c'est détruire le foyer et la maison, ces deux éléments de toute sécurité, de toute moralité... Souhaitons donc que la France reste le pays le plus réactionnaire du monde, si l'on entend par là qu'elle travaille à maintenir, à vivifier en elle tous les principes de durée, et à rejeter tous les ferments d'anarchie et de décomposition. Oui que la vie réagisse en elle contre la mort. »

Très bien, M. Junius, j'allais dire Janus. Mais prouvez-nous donc que ce sont les communistes qui, dans ce pays, représentent les ferments d'anarchie et de décomposition ? L'anarchie, mais elle éclate au contraire dans tous les principes démocratiques dont s'enorgueillit votre belle III^e République bourgeoise. Elle apparaît chaque jour dans la production désordonnée, incohérente, d'une industrie nationale qui en est réduite pour subsister à se retrancher derrière de puissantes barrières douanières. Résultats, le français paye deux fois plus cher qu'un bon produit étranger, un mauvais produit national. L'anarchie, cherchez-la encore dans l'organisation financière du régime bourgeois, soumise à toutes les fluctuations politiques, à toutes les malhonnêtetés personnelles. La Banque Industrielle de Chine, c'était de l'Ordre et de la Moralité sans doute !

Quant à la décomposition, quelque grimace que vous puissiez faire, M. Junius, regardez parmi les lecteurs de l'Echo de Paris. Vous l'y trouverez flagrante, avérée, indéniable. Demandez donc à vos honorables lectrices, pour quelles raisons de haute moralité sociale, elles se font avorter plutôt que d'avoir des gosses. Demandez à vos honorables abonnés, habitués des champs de course, des salons et des plages mondaines, occupés avant tout de goûter les joies de la vie auxquelles leur argent seul leur donne accès, quelle angoisse patriotique ils éprouvent à voir leur pays avili, dépeuplé, vidé, en train de claquer de son raffinement de civilisation.

Qu'avez-vous fait, vous Junius et les vôtres, de la race de ce pays ? Vous l'avez desséchée avec votre rationalisme prometteur ; vous l'avez intoxiquée de vos principes égalitaires trompeurs — égalité des sexes, monstrueux non-sens de toutes les décadences — égalité démocratique, pur sophisme, tyrannie des médiocres, des bavards et des sots, improductifs. La voilà votre décomposition, votre pourriture — parmi vous, chez vous M. Junius. « Les Communistes « horde primitive », dites-vous ? Oui, horde primitive s'il le faut. Horde primitive qui se rapproche de la vie au moins, tandis que tous vos financiers et vos intellectuels bourgeois, vos femmes de lettres et vos pédérastes puent déjà singulièrement le cadavre.

M. F.

LA RÉVOLUTION, LES SOVIETS ET LA VIE RELIGIEUSE (1)

Pour la Révolution, l'anticléricalisme n'est pas à l'ordre du jour. Non que nous professions une indulgence imméritée envers les religions constituées et, plus expressément envers l'Eglise catholique dont l'activité politique et sociale est toute dirigée contre nous, dont le dogme et la discipline s'opposent irrévocablement aux fins que nous envisageons. Mais nous concevons, marxistes, la lutte contre les puissantes organisations ecclésiastiques en d'autres points que ceux de doctrine, et par d'autres moyens que les bénignes persécutions de la bourgeoisie voltairienne.

A la nouvelle Sainte-Alliance, au fascisme catholique, au catholicisme d'Union Sacrée et d'Union Civique, nous riposterons, au moins provisoirement, par des arguments économiques, par la constatation de ce fait essentiel : la lutte de classe sur tous les fronts, et par des pratiques en conséquence...

Le combisme de Combes dut être sincère : c'était un vieil enfant de chœur maçonnique. Mais le combisme parlementaire, comme le dreyfusisme, rendit à la bourgeoisie le service, attendu ou imprévu, d'atténuer, au centre de la bataille sociale, l'ardeur de la classe ouvrière. A tout prendre, ces escarmouches étaient moins dangereuses que la grande guerre dont les dirigeants européens éprouvèrent bientôt la nécessité. Bismarck, lui aussi, dans sa seconde période, avait utilisé le *Kulturkampf* avant d'inaugurer de plus vastes armements. A tout prendre encore, le prolétariat tira un profit relatif de ces rixes de larrons en foire et acquit des certitudes sur la moralité des états-majors spirituels et temporels, avant l'arrivée des gendarmes...

Mais la campagne anticléricale fut menée par les journaux qui ne sont pas précisément des écoles de clairvoyance politique, ni de sagesse philosophique. Dans le conflit apparent entre l'Etat bourgeois et les institutions religieuses, le journalisme exploita toutes les illusions, tous les préjugés ainsi que les principes les plus justes de l'Encyclopédie révolutionnaire. Le prolétariat n'a jamais été sollicité, comme les dames qui entendaient M. Bergson, à observer les nuances dialectiques ; il eût été ridicule de le prévenir contre des confusions possibles, inévitables.

C'est ainsi que l'anticléricalisme, dont la génération présente garde la tradition, comporte de grosses erreurs de tactique prolétarienne et des paralogismes dans le domaine spéculatif.

Il nous semble bien que si l'on mettait un peu de clarté dans la notion de la vie religieuse, on réduirait à rien les risques d'une vraie politique anticléricale. Et il nous semble que les Soviets cherchent aujourd'hui et réussissent à définir la loi de l'émancipation spirituelle, but suprême du prolétariat, dont le matérialisme marxiste indique le chemin. La politique de Moscou, vis-à-vis des Eglises, donne un exemple de prudence et de finesse : elle est tirée des leçons de l'histoire et de la psychologie des foules, elle n'attaque rien de ce qui peut et doit rester cher à l'humanité.

(1). Cet article est le développement d'une causerie faite à la 5^e section de la Fédération de la Seine du P. C.

Il importe essentiellement de distinguer l'idéal religieux des organisations religieuses.

L'idéal religieux est un fait subjectif dont l'intuition peut demeurer singulière, particulière à tel ou tel individu : notion d'un lien commun avec les hommes, motivée ou soutenue par un concept métaphysique dont l'apparence est généralement une promesse de bonheur... en ce monde ou dans un autre...

Cet idéal peut exister aussi bien chez l'athée que chez le spiritualiste affilié ou non à une confession. Il ne doit pas être rejeté sans examen, car, dans son principe, il contient nécessairement cette force intime, cet instinct qui associe les hommes et dont nous prétendons préparer le développement. Notre examen doit porter sur les motifs dont l'intelligence ou l'imagination revêtent l'expression de cet instinct, et là, nous trouverons matière à de grandes discussions, à de profonds désaccords. L'instinct subsiste, indestructible, l'instinct social, dont la religiosité est l'expression sentimentale.

Toutes les doctrines religieuses ou morales tendent à perfectionner cet instinct, à le fortifier par des images suggestives ou par des principes de raison. Quelle que soit la valeur des arguments utilisés, un idéal religieux, à son origine, exerce toujours un pouvoir d'attraction sur les hommes, éveille toujours des sympathies : né de l'instinct, coloré par l'imagination, défini par l'intelligence, il s'assimile, il se propage, il devient collectif. Il devient la religion d'une race, d'une patrie, d'un dieu ou d'un Olympe, d'une classe ; et, de plus en plus souvent, à notre époque, les hommes cultivent en eux-mêmes l'idéal vraiment religieux d'une communion universelle.

L'idéal, adopté par une collectivité, est sujet à des interprétations, qui ne manquent jamais de se produire et de se multiplier. Ce sont les sages qui interprètent l'instinct, qui commentent la doctrine. Ce sont aussi les maîtres des nations, secondés par les sages. Il y a une pensée religieuse. Mais elle finit toujours par appartenir à ceux qui la pensent et la définissent pour tout le monde. Il y a des religions, des doctrines d'Etat et des Eglises.

L'exploitation de l'idéal religieux de l'humanité est le fait historique dont la constance est le moins discutée. Les esprits simplistes considèrent cette exploitation comme le crime exclusivement politique de telle ou telle caste privilégiée qui, sceptique institutrice, tromperait sciemment un peuple et ne songerait, vilement, qu'à profiter de l'erreur. Le voltairianisme vulgaire se borne à une conclusion de ce genre. La réalité historique est infiniment plus complexe : l'art est un jeu, disait de Gourmont. La politique et la métaphysique sont aussi des jeux de l'esprit, et ceux qui s'y sont livrés, prêtres ou philosophes, n'en ont tiré, pour la plupart, aucun profit matériel. Ils y ont même beaucoup sacrifié. Et ils ont eu la foi, et ils ont souffert pour la foi.

Cependant, l'intérêt d'une oligarchie domine toujours l'histoire des communautés religieuses. L'instinct individuel, la passion de liberté qui fait le charme de la vie religieuse, le bonheur de l'homme attiré par son instinct social à la vie collective, est toujours comprimé, meurtri. Les doctrines proposées à de premiers disciples deviennent des dogmes imposés et dont l'interprétation s'éloigne toujours plus de la pensée originelle, dont l'expli-

cation n'est plus donnée qu'à des initiés. La morale se transforme en disciplines puis en lois. Tout s'organise en fortes institutions. Cela a du bon et du mauvais. Il y a floraison et grandeur, puis décadence. La loi subsiste, exploitée par l'oligarchie, par une autorité laïque ou religieuse (les deux coexistent et collaborent habituellement) quand l'idéal est déjà mort. Alors apparaissent les sectes qui cherchent un renouvellement de la vie religieuse et la restitution de la liberté. Alors les révolutions, qui détruisent aussi la mystique des Eglises et des patries.

Dans la crise contemporaine, toute la question est de savoir si l'idéal religieux de l'ancienne société est bien mort, bien déconsidéré, si l'on peut proposer un nouvel idéal, si l'on a le droit de considérer cet idéal comme un progrès et de l'imposer : créer une société nouvelle, c'est créer une nouvelle religion. C'est comprimer l'instinct de liberté individuelle au profit de la communauté, c'est faire appel à la foi, c'est exiger de la discipline.

La révolution exprime un nouvel idéal religieux. Elle élargit infiniment le sentiment social. La notion de la solidarité de tous les hommes, qui est la sienne, constitue un progrès sur l'ancienne notion religieuse, dominante dans toutes les confessions, de la sainteté, de l'élection divine d'une communauté. Motivée par une *physique*, et non plus par une *métaphysique*, elle ne soumet point la raison à des épreuves (que chacun est libre de chercher à sa convenance) et la foi qu'elle veut, car elle en veut une, c'est une adhésion consciente, mais enthousiaste, à son idéal de fraternité humaine, à sa discipline de lutte pour imposer aux maîtres du vieux monde leur abdication, de lutte pour le triomphe universel de l'instinct social.

Fraternité ou la mort.

L'humanité en est là. La révolution veut cela et fonde cette religion.

Nos adversaires se sont déjà moqués de cette devise. Ils en riront encore. Mais quel idéal peuvent-ils nous opposer ?

Lourdes ou Deauville.

La société qui meurt n'a plus de religion. Elle a des superstitions (ce qui survit à l'idéal religieux) et des modes.



L'anticléricalisme était une politique bourgeoise. Ce n'est pas l'aboutissement de cette politique, on le voit assez aujourd'hui. C'en est un moment, et pour nous sans grand intérêt.

Mais c'est aussi un symptôme : un des moindres signes, à vrai dire, du scepticisme dans lequel meurt cette vieille société.

La scolastique dépossédée par le rationalisme ; la succession vertigineuse des systèmes de métaphysique et de psychologie ; l'essai allemand d'une philosophie de l'histoire, aboutissant à ce truisme : « Ce qui est doit être » ; le positivisme contemporain du pyrrhonisme ; l'enthousiasme révolutionnaire avili dans la libre-pensée, le bonnet phrygien remplacé par le tablier de cuir et la pique par la truelle de ces loges où M. Prudhomme détient l'héritage de Salomon ; le rêve romantique, dernière lueur de la mystique chrétienne, flétri par le nihilisme et diffamé par le néo-classicisme ; la religion de la science, de Berthelot et de Renan, confondue par la critique ; la doctrine de l'évolution déclarée en faillite par des académiciens convertis ; la philosophie du surhomme commentée par des chefs de garnison ; la ré-

gression dénommée pompeusement réaction : voilà par quelles étapes la pensée bourgeoise accompagne les foules vagabondes, voilà comment elle symbolise le désordre et la ruine.

Et puis un M. Gustave Le Bon ratiocine gravement, en Figaro, en chirurgien-barbier, sur le *déséquilibre du monde* et annonce le danger d'un mystique révolutionnaire...

Parbleu !

La classe ouvrière a des raisons de croire et d'espérer, si vous n'en trouvez plus dans vos livres, dans vos laboratoires de parfumeurs, dans vos chaires de Carême, dans vos salons d'invertis et de détraqués.

Périodiquement, avec une fréquence étrangement accrue depuis la guerre, les désenchantés recourent aux émotions du spiritisme, de l'occultisme, beaucoup plus naïfs que des nœuds dans la « baraque Dupuytren ». Les tables tournent, Victor Hugo émet des oracles rimés par à peu près, un chanoine défunt affiche son portrait sur la muraille d'une cathédrale et le *Matin* nous apprend les miracles de la grotte.

La civilisation latine pue la maladie spirituelle ; elle gît entre deux fioles : celle de Saint-Janvier et celle de l'apothicaire fasciste. Des assassins mettent le crucifix sous les yeux des petits écoliers,

Un Christ empistolé, tout noirci de fumée,
et l'on n'est pas sûr que Mussolini n'ait pas arrêté, thau-maturge, les laves de l'Etna.

L'utilitaire civilisation anglo-saxonne, exempte d'idolâtrie, et même iconoclaste, culture par le travail et la continence puritaine, par l'agiotage et la vénération du succès financier, a réduit définitivement son idéalisme à la bienfaisance philanthropique, à des défenses nationales, à l'expansion du commerce et de l'industrie, à l'extermination des « races inférieures », à des tracés de voies ferrées dans les jungles et les savanes, à l'étouffement des nationalismes indigènes, et à des discours de pasteurs sur les tombes des soldats inconnus. Patries de Bolingbroke, de Locke, de Hume, de Bentham, de Byron et d'Owen ; de Washington, de Poe, de Longfellow, de Lincoln et de Thoreau, que vous reste-t-il en plus de vos livres et de vos dollars ? De quoi sustentez-vous vos besoins de philosophie ? Vous nous expédiez sans fil vos canards métaphysiques et extra-temporels : une milliardaire se révèle ancienne épouse d'un pharaon et lord Carnarvon succombe pour avoir violé le secret des momies...

La foi des bourgeoisies chrétiennes est bien morte. La coco, l'excentricité sexuelle et la superstition servent à combler le vide de la croyance.

C'est pourquoi nous avons à juger l'Europe quand elle se permet d'évoquer la liberté religieuse en face de la Révolution.

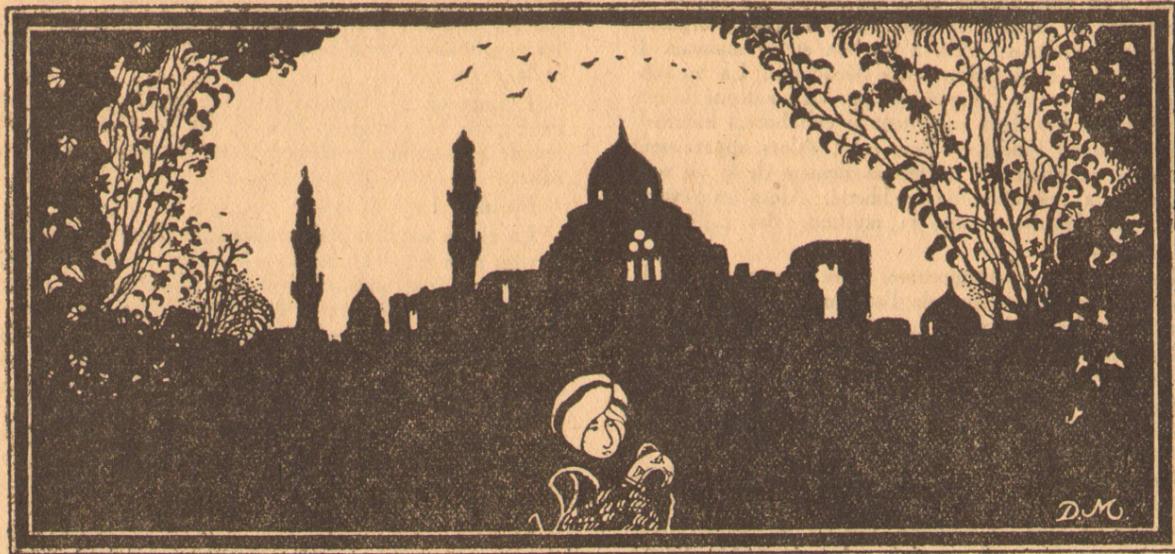
Peut-être apprendrons-nous, en suivant un peu l'histoire de la religion russe, les raisons, méconnues en Occident, de la politique soviétique. Nous verrons clairement que l'anticléricalisme vulgaire n'a jamais décidé des actes de la Révolution. Nous verrons, dans la suite de cet article, qu'une *exacte tolérance* à l'égard des confessions caractérise la pensée de Moscou.

L'Europe sans foi et sans idéal, l'Europe bourgeoise, quand elle intervient en faveur d'un patriarche, tente vainement de dissimuler le comique de ses remontrances et la bassesse de ses intentions.

Misérable société occidentale ! Elle n'a même pas son Molière !

(A suivre.)

PARIJANINE.



LE ROI DU RIZ (Suite⁽¹⁾)



Le bungalow de marbre brillait toujours dans le sombre labyrinthe de palmiers ; de loin il saluait les passagers venant de l'Europe, et la richesse inouïe du Roi du Riz demeurait le sujet de conversation des voyageurs à bord des navires qui traversaient le détroit.

Mais au respect qu'inspirait son argent se mêlait une joie maligne ; car les hommes éprouvent généralement un certain plaisir quand des gens au service de qui la fortune s'était mise trop longtemps sont enfin obligés de se rendre compte qu'il y a des bornes à toutes choses.

On affirmait que depuis la mort de sa femme le vieux était tombé en enfance ; qu'il dénonçait ses contrats avec toutes les compagnies de navigation allemande et se refusait à livrer des marchandises aux firmes du pays qui l'avait vu naître. Il préférait se ruiner que d'être utile en quoi que ce fût à la « patrie » qui, l'ayant vomie dans le monde, le dos ensanglanté, pour, en fin de compte, le dépouiller. Des décades durant, elle s'était complue à guetter sournoisement son bonheur ; elle lui avait ravi sa fille d'abord, sa femme ensuite. De la fortune amassée en creusant la terre de ses ongles — Kurt Stürenburg le jurait en toute occasion — de son argent, du moins, elle n'aurait rien.

Et pourtant l'Allemagne devait aussi porter à sa fortune un coup mortel.

Lorsque la guerre éclata, le Roi du Riz laissa son grand yacht se balancer tranquillement dans les eaux du port et ne bougea point. Cependant, tous les colons et propriétaires de plantations allemandes exposaient la vie de leurs femmes et de leurs enfants pour atteindre le territoire hollandais ; la nuit, ils prenaient la mer et ramaient dans la direction de Sumatra pour échapper aux griffes des Anglais.

En vain les voisins tentèrent-ils de convaincre M. von Stürenburg à l'idée que sa fortune serait confisquée et lui emprisonné : il ne faisait que sourire avec dédain devant des propos aussi peu solides. Si ceux qui se trouvaient par-delà les mers prenaient plaisir à se casser la figure, en quoi cela le concernait-il ? Ses impôts affluaient dans les caisses du gouvernement britannique depuis un quart de siècle ; ses relations avec ses compatriotes s'étaient toujours limitées à leur approvisionnement ; et tous les représentants du gouvernement à Singapour savaient, de sa propre bouche, combien, de tous temps, lui avaient porté sur les nerfs ces hôtes bruyants et ivres de patriotisme, qui ne pouvaient avaler une banane sans tenir un discours sur les qualités supérieures des pommes de terre allemandes. Depuis qu'un guenilleux lui avait volé sa fille et tué sa femme, plus un grain de riz, plus une feuille de thé ne quittait ses vastes pro-

priétés à destination de l'Allemagne. Il serait donc bien curieux de voir qui se hasarderait à lui chercher noise.

Au commencement, les choses se passèrent comme s'il dût avoir raison. Le gouvernement envoya des émissaires secrets à Penang et fit prier M. von Stürenburg de céder l'administration de ses plantations à un Anglais ou à un Hollandais et de se rendre avec son yacht à Sumatra. Tous les bateaux patrouilleurs reçurent la consigne sévère de laisser passer le yacht sans le fouiller, afin qu'il pût emporter avec lui une provision suffisante de banknotes et de valeurs pour pouvoir attendre en paix la fin de la guerre.

Le Roi du Riz, persistant malgré tout dans son attitude, les fonctionnaires britanniques de Singapour devenaient impatients. Ils ne pouvaient pourtant pas se décider à faire emprisonner l'homme dont la table et la cave les avaient si souvent honorés. Ils demandèrent donc à Londres l'autorisation d'user provisoirement de ménagements envers M. von Stürenburg, en faisant valoir l'influence démoralisante qu'aurait sur les indigènes l'arrestation d'un sahib jouissant d'une telle renommée.

Mais un jour l'« Emden » surgit dans le détroit de Malacca et coula deux navires français. Naturellement, il se trouva aussitôt des gens pour attester, sous la foi du serment, devant le consul général de France qu'ils avaient remarqué des signaux lumineux sur la terrasse en marbre du riche « boche ». Les égards dus à l'allié rendaient inévitable une intervention énergique. Un lieutenant accompagné de vingt matelots armés reçut l'ordre d'aller aviser poliment, mais très fermement, M. von Stürenburg qu'il avait trois heures pour se préparer à partir.

Trente ans durant, le sang autoritaire et dominateur des Stürenburg était resté calme. Les souvenirs effrayants de l'odieuse et barbare tyrannie paternelle avaient réprimé ses bouillonnements. Mais maintenant la colère accumulée éclatait, impétueuse. Trois soldats furent nécessaires pour arracher de ses mains le revolver que brandissait le Roi du Riz sur le seuil de son palais. Et les indigènes, tremblants d'émotion, virent le maître tout-puissant de l'île, ligoté par des soldats blancs, et transporté à bord d'un navire de guerre britannique.

Il eût été impossible — agir contrairement eût produit le plus mauvais effet sur l'équipage — de ne point traduire en conseil de guerre l'ennemi irréductible qui, de son arme chargée, avait menacé les matelots royaux. Mais M. von Stürenburg épargna cette peine à ses amis. Lorsque le médecin de bord le vit, il constata que le visage était violacé, l'œil droit vitreux et tout le côté droit paralysé. La langue — battant inerte dans une bouche tordue — ne pouvait plus articuler aucun mot.

C'est dans cet état — demi-cadavre déjà — qu'on le porta à terre, à Colombo, et qu'il traversa une fois encore la longue passerelle douanière qui, trente ans plutôt, l'avait conduit à la fortune. Il la reconnut et se revit, à dix-sept ans, les mains vides et abordant la terre tropicale. Sur la partie vivante de son visage de grosses larmes coulèrent, quand il s'aperçut qu'il était entré dans une impasse. Il avait atteint la cime du succès pour se voir ensuite précipité à terre, aussi pauvre et esseulé qu'au commencement, mais vieux, fatigué et paralysé, sans aucune perspective, sans aucun espoir de s'élever une fois encore. Il n'était plus qu'un malheureux qui a vécu sa vie. C'est de cette façon que les enfants, en Allemagne, tourmentaient les hannetons prisonniers ; ils ne les laissaient grimper sur une baguette que pour la renverser, mettre le bas en haut, à la dernière seconde, quand la bête essoufflée avait atteint le bout de la baguette et déjà étendait les ailes pour prendre son vol.

Les hannetons... La mousse claire entre les racines des sapins qui s'enfoncent profondément dans la terre comme des griffes... La résine parfumée... Un autre ciel, froid, celui-là, couvrant des forces qui éclosent... Oui, autrefois, il avait été chez lui, là-bas. Il y avait rêvé de palmiers, de combats avec les serpents et les fauves aux aguets.

Le destin se montra miséricordieux. En même temps qu'on le portait sans force dans la riksha, il tombait en enfance.

Il vécut ainsi quelques mois encore dans le camp de concentration de Nur Elia, au haut des montagnes de Ceylan, où les riches commerçants des basses contrées se font bâtir de petites villas, parce que le midi n'y est pas plus chaud qu'un beau matin d'été en Europe et les nuits pas plus froides qu'un soir d'automne. Il y avait joué au golf autrefois, jusqu'au moment où, s'étant épris sérieusement d'une femme de couleur sa présence était devenue impossible. Chassé alors de Ceylan par le mépris public, il était entré dans la voie de la fortune. Etabli à Poulou Penang il y devenait le Roi du Riz. Mais de tout cela il ne savait plus rien. De même que les résultats de ses trente années de labeur étaient perdus, tout souvenir de cette époque lui échappait. Il se rappelait seulement avoir fui la maison paternelle et proférait de temps à autre des sons gutturaux et inarticulés

(1). Voir *Clarté*, numéro 41.

qui traduisaient sa crainte du fouet. Parfois la trace légère d'un sourire agitait le coin de sa bouche resté mobile. Le prisonnier se voyait jeune et souple, la mousson secouant sa blonde crinière, debout dans la hune d'un beau navire blanc ; il savait que ce navire s'appelait la « Sybille » et cherchait désespérément à se souvenir de cette autre « Sybille » que, par reconnaissance, on avait baptisée du même nom.

Alors dans sa mémoire béait un grand trou noir qu'aucun effort ne parvenait à recouvrir ; seul le visage aimé de Sybille apparaissait très distinctement au milieu des ténèbres et le paralytique sanglotait amèrement sur le sort de sa fille, sur lequel un sentiment quelconque lui commandait de pleurer, sans qu'il sût pourquoi.

Les courtiers, planteurs et employés allemands, balayés de l'Inde entière dans le camp de concentration, se faisaient signe de la tête, quand ils le voyaient passer en pleurs dans sa chaise roulante ; ils se consolait mutuellement de leur propre malheur en mesurant celui-ci à la chute effroyable de l'ex-Roi du Riz.

Tout ce monde, qui avait émigré dans le seul but de s'enrichir et qui attendait impatientement de recouvrer la liberté rien que pour gagner à nouveau de l'argent, énonçait à l'envi de banales considérations sur la vanité de tous les biens terrestres, quand la mort revint prendre la partie du corps oubliée ; des jours durant, elle tint le genou appuyé sur la poitrine râlant du moribond, jouant féroce avec son souffle, avant de le lui arracher pour toujours de ses lèvres violacées.

Des camarades d'affaires hollandais réunirent, à Sumatra et à Java, l'argent nécessaire à l'achat d'une pierre tombale et firent savoir à Sybille, par leur ambassade, qu'elle était devenue orpheline. Ils lui offraient en même temps, par pitié, leur aide matérielle. Elle la déclina, car depuis longtemps les premières fabriques de films allemandes se disputaient la beauté exotique de Sybille, et cet héritage laissé par la petite mendicante singhalaise à sa fille lui donnait plus de bonheur que la fortune fabuleuse de l'ex-Roi du Riz.

Sans l'unique légèreté commise dans sa vie et qui lui valut tant d'attaques, sans la hardiesse montrée en élevant à son rang une « sauvage » qu'un amour religieux attachait à lui, il ne fut resté aucune trace de la vie de Kurt Stürenburg, de sa carrière rapide et éblouissante. Ses millions étaient confisqués ; des coloniaux blessés clopinaient sur les escaliers de marbre de son palais et sur sa tombe, au cimetière des internés de Nur Elia, personne ne venait déposer de couronne. Seules survivaient en sa fille, lui aplanissant le chemin de la vie, comme s'il lui eût toujours été possible de le paver avec l'argent de son père, la beauté pour laquelle il avait mis un jour son existence en jeu, et l'insouciance et franche volonté qui l'avait poussé à cette audace.

ANDREAS LATZKO — (Traduction d'Alzir Hella.)



Le Problème de la «Nep»

Quels rapports y a-t-il entre le régime économique qui est en train de s'instaurer actuellement en Russie et la réalisation du programme communiste ? Ou, pour parler plus exactement : quel rôle joue la « Nouvelle politique économique » vis-à-vis du programme communiste ? Constitue-t-elle un pas en avant vers le communisme ou un recul vers le capitalisme ?

En réalité, la question, ainsi posée, n'est pas susceptible d'une réponse directe. Le seul moyen de comprendre la signification profonde de la nouvelle politique économique est de se rendre compte du but véritable qu'elle poursuit et des nécessités qui l'ont fait apparaître. Seule, cette étude nous indiquera la place véritable qu'elle occupe vis-à-vis du problème général de la réalisation du programme communiste.

Le problème se pose ainsi : le but de la Révolution prolétarienne étant la suppression du régime actuel de production capitaliste et l'organisation communiste de la production et de la répartition des richesses, comment expliquer que la Révolution russe ait, à la troisième année de son existence, inauguré une politique économique, rétablissant, en partie, les méthodes de production et d'appropriation capitalistes, avec toutes les conséquences qui en découlent nécessairement, à savoir : rétablissement de la propriété privée des moyens de production, exploitation du travail salarié, liberté des transactions commerciales, reconstitution du capital privé, et enfin formation d'une classe de petits producteurs, dont les intérêts diffèrent complètement de ceux de la collectivité ? Avoir été obligé de faire cette concession, après avoir supprimé de fond en comble toute trace du régime de production capitaliste et instauré la propriété collective de tous les moyens de production, n'est-ce pas, de la part de la Révolution russe une défaite caractérisée, et, ce qui est pis, un aveu d'impuissance ? N'est-ce pas une preuve, comme l'affirment les économistes bourgeois, que le socialisme n'est qu'une séduisante utopie, et que le capitalisme est le seul régime de production qui convienne à une société construite d'après la « raison » et les « lois naturelles » ?

La réponse est facile, et l'on n'a pas manqué de la faire. Mais, en réalité, elle ne s'appuie que sur une connaissance tout à fait superficielle de la question. Il suffira d'un examen plus approfondi pour s'en rendre compte, et pour dégager en même temps le rôle exact que joue la « Nouvelle politique économique » dans la Révolution prolétarienne.

LA NEP ET LE PROGRAMME ECONOMIQUE DES BOLCHEVIKS

Quand on parle de « Nouvelle politique économique », on oublie généralement que cette politique économique n'a de « nouveau » que son application consciente et systématique, et qu'elle est, en réalité, apparue au lendemain même de la prise du pouvoir par les bolchéviks. Si par « Nouvelle politique économique », on entend l'ensemble des mesures impliquant une concession à la situation économique du pays et incompatible avec une organisation communiste de la production, on peut hardiment affirmer que cette « Nouvelle » politique est, en réalité, une « Vieille » politique économique. Quel était, en effet, le programme économique des bolchéviks, au lendemain de la Révolution d'Octobre ? D'une part, la remise des terres aux paysans, d'autre part, le contrôle

ouvrier sur la production industrielle. Ces deux revendications ont-elles, en quoi que ce soit, un caractère communiste ? Ne constituent-elles pas des concessions à la situation économique donnée, et ne reflètent-elles pas l'impossibilité où est le prolétariat d'organiser la production sur une base communiste, dès le lendemain de la prise du pouvoir ?

Puis, quand l'industrie, conformément à des nécessités d'ordre momentané, fut peu à peu nationalisée et soumise à une organisation, rappelant en gros les traits généraux de l'organisation communiste de la production, que dire de la question des gros traitements aux spécialistes et des concessions aux capitalistes étrangers ? Sont-ce là des mesures essentiellement communistes ?

Enfin, n'y eut-il pas, en 1919, une proposition du Gouvernement des Soviets aux Grandes Puissances, en vue de la Conférence de Prinkipo, et comportant, outre des offres de concessions importantes aux capitalistes étrangers, celle d'une discussion sur la question de la reconnaissance des dettes de la Russie ? Il est également impossible de dire que cette proposition fut inspirée d'un esprit essentiellement communiste.

Mais il suffit de se reporter aux premiers décrets du pouvoir des Soviets sur la nationalisation de l'industrie pour se rendre compte que les bolchéviks ne se proposaient au début que de nationaliser les branches d'industries mûres pour cette opération et de laisser les autres à leurs propriétaires, tout en les soumettant au contrôle de l'Etat. Si le gouvernement des Soviets fut obligé de dépasser le but qu'il s'était primitivement fixé, ce ne fut que sous la pression des circonstances et pour mettre fin au sabotage des industriels.

CAPITALISME ET COMMUNISME

Que l'on remonte plus haut dans l'histoire et l'on verra que les communistes ont, plus d'une fois, soutenu une politique qui n'était pas la leur. Quoique ennemis irréductibles de la bourgeoisie, ils ont toujours défendu la bourgeoisie contre l'absolutisme féodal. Rappelons quelques exemples qui sont encore tout frais à la mémoire : en 1917, les bolchéviks défendent, les armes à la main, le gouvernement de Kérénsky, où siègent pourtant des cadets et des social-révolutionnaires de droite contre le général tsariste Kornilof ; en 1920 et en 1922, les communistes allemands défendent la République bourgeoise allemande contre la réaction monarchiste (putch de Kapp, assassinat de Rathenau).

Remontons plus haut encore, à l'origine du mouvement communiste. N'y voyons-nous pas Karl Marx et les communistes groupés autour de lui, non seulement soutenir la lutte de la bourgeoisie libérale allemande contre l'absolutisme prussien, mais encore poser au premier plan des revendications ayant un caractère nettement bourgeois et nationaliste, telles que la formation de l'unité allemande, la guerre avec la Russie, etc... (Voir les « Revendications du parti communiste allemand », 1848).

Dans sa brochure sur l'Impôt en nature, Lénine rappelle lui-même que, dès 1918, il avait prévu, pour la Russie, la nécessité de passer par une période de « capitalisme d'Etat », étant donné qu'un passage immédiat des formes de production pré-capitalistes aux formes de production socialiste était impossible. Dès 1918, on prépara un décret sur l'impôt en nature, qui devait entrer en vigueur le 30 octobre 1918. Mais la guerre

civile obligea le gouvernement des Soviets à revenir sur sa décision et à introduire le monopole des blés.

Il semble qu'il y ait là une contradiction. Comment, en effet, concilier la lutte contre la bourgeoisie, qui est le but des communistes, avec une politique de collaboration avec cette même bourgeoisie ? En réalité, ce n'est là qu'un cas particulier des contradictions apparentes que présente constamment le mouvement dialectique de l'histoire. Ce n'est autre chose que la mise en application d'une règle fondamentale de la tactique politique qui découle nécessairement de cette compréhension du dialectisme historique. Cette tactique politique peut être énoncée rapidement de la manière suivante : partir de la réalité donnée et marcher dans la direction du communisme, en s'appuyant sur toutes les forces révolutionnaires du moment. Or, si la bourgeoisie est une classe réactionnaire par rapport au prolétariat, elle est une classe révolutionnaire par rapport à l'aristocratie foncière. Par rapport au communisme, le capitalisme est une forme de société inférieure, mais il constitue un progrès immense par rapport au régime féodal. Il en résulte donc que par rapport aux méthodes de production paysanne et artisanne, qui constituent le caractère essentiel de la production féodale, les méthodes de production capitaliste constituent un progrès vers les méthodes de production communistes.

Nous sommes ainsi arrivés sur la voie de la solution du problème. Le communisme est l'héritier du capitalisme. Il le suppose donc. Sans l'existence d'une société capitaliste, le communisme, du moins tel que nous le concevons aujourd'hui, eût été impensable. Le capitalisme constitue une étape nécessaire entre le féodalisme et le communisme. Impossible de passer directement de l'un à l'autre. C'est pourquoi là où il n'existe pas encore, il faut l'appeler à la vie. (1.)

LE CAPITALISME RUSSE

AVANT LA REVOLUTION BOLCHEVISTE

Or, quelle était la situation économique de la Russie, au moment de la Révolution d'octobre ? Elle a été admirablement analysée par Lénine dans sa brochure sur « L'Impôt en nature ». Il est inutile de la refaire ici. Il suffira de dire que la vie économique de la Russie, à l'époque de la prise du pouvoir par les bolchéviks, était essentiellement caractérisée par la prédominance des formes de production paysanne et artisanne. C'est le féodalisme qui domine à la ville comme à la campagne. Le capitalisme, de formation récente a été importé de l'étranger. C'est ce qui explique son degré de concentration relativement très élevé, mais c'est ce qui explique également pourquoi, n'étant pas le produit du développement des formes de production indigènes, il constitue un îlot complètement isolé au milieu d'une masse considérable de petites exploitations agricoles, commerciales et industrielles, travaillant avec des méthodes et une technique arriérées et très souvent tout à fait primitives, comme c'est presque partout le cas à la campagne.

Dans ces conditions, tout essai d'introduire les formes d'exploitation collective, dans un pays où les bases rendant possibles cette forme d'exploitation n'existaient pas encore, était fatalement condamné à l'échec. Ce système fut imposé par des nécessités d'ordre militaire et non pas d'ordre économique.

(1) Ce raisonnement ne vaut, évidemment, que pour les pays où les communistes sont au pouvoir. Vouloir l'appliquer aux pays capitalistes ou féodaux, serait méconnaître le sens profond de la dialectique marxiste et trahir les intérêts de la Révolution prolétarienne.

« Dans les conditions où nous nous trouvions, nous n'avions pas d'autre issue », constate Lénine, dans son discours, prononcé au 10^e Congrès du parti communiste russe, en mars 1921. Il ne faut donc pas s'étonner que ce système n'ait pas donné de bons résultats au point de vue économique.

Cet échec, qui apparut clairement dès le printemps de l'année 1921, montra aux communistes russes ce qu'ils n'avaient jusque là compris qu'imparfaitement, à savoir que, dans un pays où dominaient les formes de production féodale, le seul moyen de préparer la voie à l'établissement d'un régime de production communiste, c'était d'en créer auparavant les bases, c'est-à-dire d'introduire les méthodes de production capitalistes, là où elles n'existaient pas encore. Quand cette idée fut claire dans les esprits, il n'y eut plus qu'à passer à son exécution pratique. D'où la « nouvelle politique économique », d'où la suppression du monopole des blés, la liberté du commerce, l'affermage des petites entreprises, la reconnaissance du droit de propriété privée, etc.

Les social-démocrates et les mencheviks de toutes nuances y voient une capitulation du communisme, une confirmation de leur point de vue traditionnel, d'après lequel la Russie, étant le pays d'Europe le plus arriéré économiquement, la Révolution prolétarienne y était impossible, parce que c'était le pays où le socialisme pouvait le plus difficilement s'instaurer. En réalité, ils confondaient Révolution prolétarienne avec établissement du socialisme, deux termes qui, pour être logiquement inséparables, ne le sont cependant pas chronologiquement. Si la Révolution prolétarienne a pour but l'établissement du socialisme, elle ne peut le réaliser que dans certaines conditions déterminées, qui lui sont imposées par le milieu politique et économique dans lequel elle se meut, et qu'elle ne peut transformer à sa volonté. « Révolution » et « socialisme » ne sont donc pas synonymes. L'une précède l'autre d'un intervalle de temps, différent selon les pays, et qui peut parfois être considérable, surtout dans les pays où elle éclate en premier lieu.

LES CONDITIONS D'EXISTENCE

DE LA GRANDE INDUSTRIE RUSSE NATIONALISÉE OU PRIVÉE

Enfin, outre ces raisons d'ordre général, il en était une, d'un caractère plus particulier, qui dictait d'une façon impérieuse une orientation nouvelle dans le sens du rétablissement partiel des méthodes de production capitaliste en Russie : c'était l'impossibilité où l'on était de faire vivre et de développer la grande industrie nationalisée sans faire appel au secours étranger.

En effet, pour vivre et se développer, toute industrie, qu'elle soit ou non nationalisée, a besoin de renouveler et même d'augmenter son capital de fondation.

En temps normal, dans les pays capitalistes, ce renouvellement et cette augmentation de capital s'obtiennent au moyen de la vente des produits fabriqués ou au moyen de crédits, quand la production est insuffisante pour couvrir les dépenses. En Russie, la grande industrie nationalisée peut se procurer les capitaux nécessaires à son développement :

1^o Au moyen de la production normale, mais cette production, non seulement est insuffisante pour fournir les capitaux permettant de développer l'industrie sur une base élargie, mais même pour renouveler le capital constant représenté par les installations, le matériel, les matières premières, etc...

2^o Au moyen d'emprunts extérieurs, soit d'Etat, soit privés. En ce qui concerne les premiers, ils se heurtent à la question de la reconnaissance des dettes et à celle de la nationalisation des biens des étrangers, dont les Etats capitalistes exigent le retrait. En ce qui concerne les emprunts provenant de grandes firmes financières, ils exigent de la part de ces dernières une confiance dans la rentabilité de l'industrie russe et dans la stabilité du régime actuel qu'elles n'ont pas encore.

3^o Reste donc le capital privé indigène. La Révolution, en ayant proclamé la suppression, il faudra donc en permettre de nouveau l'accumulation. D'où la nouvelle politique économique.

Quand on embrasse d'un vaste coup d'œil d'ensemble cette nouvelle politique économique, on s'aperçoit qu'elle est essentiellement caractérisée par la coexistence de deux séries de facteurs économiques logiquement opposés, mais qui soutiennent entre eux des rapports qui sont parfois de lutte, mais aussi de collaboration. Ces facteurs sont, d'une part, l'industrie nationalisée, d'autre part, l'industrie privée ; le commerce d'Etat et le commerce privé ; l'accumulation socialiste et l'accumulation capitaliste.

La coexistence de ces divers facteurs constitue un régime économique tout à fait original, qui n'a nulle part ailleurs son équivalent. L'expression de « capitalisme d'Etat » qu'on a coutume d'employer pour la caractériser ne le définit pas heureusement. Elle ne rend pas compte, en effet, des rapports complexes que soutiennent entre eux ces divers facteurs économiques. Elle n'explique pas de quelle manière ils se complètent et se combattent mutuellement.

LE ROLE DE LA NEP DANS LE RELEVEMENT ECONOMIQUE DE LA RUSSIE

Examinons rapidement la première partie de la question, c'est-à-dire la façon dont ces éléments se complètent les uns les autres et concourent au même but, à savoir le relèvement économique de la Russie. En ce qui concerne l'industrie nationalisée et l'industrie privée, cela apparaît immédiatement. En effet, il existe entre ces deux éléments de l'industrie russe un rapport nécessaire et qui n'est d'ailleurs pas particulier à la Russie. Les deux industries échangent réciproquement leurs produits, et se servent mutuellement de marchés. (Ici, nous englobons dans la petite industrie l'ensemble des petites exploitations tant agricoles qu'industrielles, qui n'emploient qu'une main-d'œuvre restreinte, et ne font appel qu'accessoirement à la main-d'œuvre salariée, et où les moyens de production sont la propriété des producteurs). Pour ce qui est des rapports entre le Commerce d'Etat, monopolisé, et le commerce privé, libre, il est clair qu'ils se soutiennent mutuellement et qu'ils ont besoin des services l'un de l'autre. C'est par la voie du commerce libre que l'industrie nationalisée reçoit les produits de l'industrie privée dont elle a besoin. Or, le commerce d'Etat exportant, pour la majeure partie, des produits de l'industrie nationalisée, on comprend dès lors le rôle que joue le commerce privé dans le processus de la production en Russie.

Ces considérations expliquent les rapports que soutiennent mutuellement les deux processus parallèles, qui sont le résultat des deux séries de facteurs en présence, à savoir, l'accumulation socialiste et l'accumulation capitaliste. La première est réalisée par l'industrie nationalisée et le commerce de l'Etat, la seconde, par l'industrie et le commerce privé. Pour pouvoir se développer ou même pour pouvoir vivre, le commerce d'Etat et l'industrie

nationalisée ont besoin de capitaux. Ces capitaux, en l'absence d'emprunts étrangers, ne peuvent provenir que des produits du commerce et de l'industrie privés. Donc, nécessité de développer l'accumulation capitaliste pour pouvoir permettre l'accumulation socialiste.

Mais ce n'est là qu'un des aspects de la question : ces deux séries de facteurs économiques ne font pas que se soutenir mutuellement, ils luttent également entre eux. L'on peut même dire que cet antagonisme est leur caractère essentiel. En effet, quels que soient les services mutuels qu'ils peuvent se rendre l'un à l'autre, il est clair que leur coexistence au sein d'un même régime économique constitue une anomalie et ne peut être, par conséquent, que transitoire. En effet, il y a contradiction profonde entre eux. Cette contradiction peut être voilée quelque temps, elle n'en subsiste pas moins et rendra, inévitablement, dans un délai plus ou moins long, leur coexistence intolérable. Leur collaboration momentanée n'est qu'une forme passagère de leur profond antagonisme. Au terme du développement, l'un devra nécessairement disparaître. Voilà comment se pose, en réalité, le problème de la nouvelle politique économique.

Pour finir, résumons rapidement les avantages et les inconvénients qu'elle comporte. Ce tableau rapide permettra d'embrasser d'un coup d'œil d'ensemble tout le problème.

LES AVANTAGES DE LA NEP

a) Elle contribue au relèvement économique du pays, dans la mesure où la grande industrie nationalisée était incapable de satisfaire, à elle seule, aux besoins de la population.

b) Elle satisfait les revendications économiques des paysans et des petits producteurs, dépossédés par la Révolution, et fait disparaître ainsi tout motif d'hostilité de leur part, vis-à-vis de la Révolution prolétarienne.

c) En reconstituant le marché intérieur, elle fournit à l'industrie nationalisée la possibilité de réaliser ses produits et permet ainsi l'accumulation socialiste.

d) En laissant libre cours à l'initiative personnelle dans le domaine de la petite production, tant commerciale qu'agricole et industrielle, elle rend possible la reconstitution de la propriété privée et, par conséquent, permet l'accumulation capitaliste.

L'une et l'autre fournissent les moyens, grâce auxquels l'industrie nationalisée pourra se reconstituer et se développer.

e) En introduisant dans l'industrie le système de la comptabilité commerciale, elle lui offre un moyen excellent de contrôler et d'améliorer sa gestion.

f) Elle construit les bases économiques permettant le passage à des formes supérieures d'exploitation, passage actuellement impossible à réaliser, vu l'état arriéré de la production dans l'ensemble du pays.

LES INCONVENIENTS DE LA NEP

a) Elle constitue un recul de la Révolution prolétarienne, obligée ainsi de faire d'immenses concessions aux formes de production capitalistes, qu'elle avait voulu détruire. — Argument d'ordre purement sentimental, le recul était nécessité par la nature même des choses, et n'étant d'ailleurs qu'apparent, puisqu'une grande partie des mesures prises par la Révolution prolétarienne, dans les premières années de son existence, avaient été imposées par des nécessités d'ordre politique ou même stratégique, par conséquent momentanées. La nouvelle politique économique ne fait, en réalité, qu'exprimer le rapport des forces économiques réellement existant, et a pour

résultat de sauvegarder les conquêtes les plus essentielles de la Révolution.

b) Elle tend à reconstituer les rapports de production capitaliste, dont la suppression est précisément le but de la Révolution prolétarienne, et dresse en face de l'industrie nationalisée la concurrence redoutable du capitalisme privé. — Il y a là, en effet, une contradiction apparente, mais c'est la situation économique générale de la Russie qui impose ce rétablissement partiel des rapports de production capitaliste, en vue de la victoire définitive du communisme. Quant à la concurrence du capitalisme ressuscité, pour si redoutable qu'elle soit, elle peut être soutenue avec les armes dont dispose l'Etat ouvrier (grande industrie nationalisée, monopole des banques, du commerce extérieur, transports, armée, police, presse, écoles, pouvoirs publics).

c) Elle tend à reconstituer une classe de petits et de moyens producteurs, dont les intérêts sont contraires à ceux du prolétariat, maître de l'Etat. D'où la possibilité d'un antagonisme économique et, partant, politique, entre cette classe et le régime des Soviets. — Il y a là, en effet, un danger réel, et qui peut obliger demain le Gouvernement des Soviets à faire de nouvelles concessions économiques, et, peut-être, politiques, continuant les concessions déjà faites. Cette lutte n'est d'ailleurs autre chose que le reflet de la concurrence entre les vieilles méthodes de production capitaliste et les nouvelles méthodes de production socialiste, dont il a été parlé plus haut, et qui subira le même sort qu'elle.

d) Enfin, elle exerce une influence démoralisante sur l'ensemble de la population, en donnant libre cours à l'intérêt personnel, comme moteur de l'activité économique, dans le domaine de plus en plus étendu où elle s'exerce. Cette influence démoralisante pénètre jusque dans les rangs du prolétariat, dont elle corrompt certains éléments, et même du parti communiste (corruption consciente ou inconsciente des fonctionnaires communistes). — Danger réel et contre lequel le parti communiste réagit de toutes ses forces.



LA NEP ET LA LUTTE DE CLASSE

Nous pouvons dire que la nouvelle politique économique n'est autre chose que la continuation de la lutte de classe du prolétariat, sous une forme nouvelle. De même que la lutte de classe, en général, son but réel, malgré les apparences parfois contraires, est bien la victoire définitive des formes de production socialiste sur les anciennes formes de production capitaliste.

En 1847, Marx intervenant dans une polémique entre Engels et Heinzen, écrivait : « *Le renversement par le prolétariat de la domination politique de la bourgeoisie ne constituera qu'un succès momentané... aussi longtemps que les conditions matérielles permettant la suppression des formes de production capitaliste, et, par conséquent, le renversement définitif de la domination politique de la bourgeoisie, n'auront pas été créées... Les hommes se construisent un nouveau monde... avec les conquêtes historiques du monde qui disparaît. Ils sont obligés de produire, eux-mêmes, au cours de l'histoire,*

les conditions matérielles de la nouvelle société, et il n'est pas d'effort du sentiment ou de la volonté qui puisse les libérer de cette obligation.

LA QUESTION DE LA PROPRIÉTÉ EST UNE QUESTION QUI SE POSE DIFFÉREMENT, SELON LES DIFFÉRENTS DEGRÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE, EN GÉNÉRAL, ET LE DEGRÉ SPÉCIAL DU DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE DANS CHAQUE PAYS PARTICULIER. »

LE PROBLÈME DE LA NEP EST D'ORDRE INTERNATIONAL

Cette phrase de Marx pose dans toute son ampleur le problème de la nouvelle politique économique. Elle montre avec une force et une clarté particulières que c'est là un problème, non pas seulement national, mais international. C'est pourquoi il se posera nécessairement, à tous les prolétariats, après la prise du pouvoir, sous des conditions particulières, selon les pays. Ils auront à déterminer, chacun pour soi, la façon dont ils organiseront la production, au lendemain de la Révolution prolétarienne. Et la solution ne dépendra pas de leur volonté subjective, mais de la situation concrète existant en fait. Que la prise du pouvoir par le prolétariat soit ou non suivie d'une période de guerre civile, le problème restera posé de la même façon : comment passer des méthodes de production capitaliste aux méthodes de production communiste ? Il ne sera pas résolu d'un seul coup. Le résoudre, c'est précisément la tâche de la Révolution prolétarienne.

Cela ne veut naturellement pas dire, comme on l'a parfois affirmé trop hâtivement (voir, entre autres, Zinoviev, *Discours d'ouverture du IV^e Congrès de l'Internationale communiste*, novembre 1922) que la « nouvelle politique économique », dans la forme qu'elle a prise en Russie, c'est-à-dire dans le sens de l'organisation simultanée des formes de production capitaliste et des formes de production socialiste, soit une étape nécessaire dans le développement de toutes les révolutions prolétariennes. Varga, dans son étude sur « *Le socialisme et le capitalisme en Russie* », Trotsky, dans son rapport au IV^e Congrès de l'Internationale communiste sur la « *Nouvelle politique économique de la Russie des Soviets* » ont excellemment démontré que cette « nouvelle politique économique » avait été imposée par un certain nombre de facteurs, tant économiques que politiques, tout à fait particuliers à la Russie, et qui, d'ailleurs, n'étaient pas tous historiquement nécessaires. Il en résulte que l'apparition d'un certain nombre d'autres facteurs, historiquement possibles, et qui eussent annulé les premiers, par exemple, la victoire de la Révolution prolétarienne en Allemagne, eût imprimé à l'histoire de la Révolution russe un tout autre développement. A plus forte raison est-on en droit de dire que les Révolutions prolétariennes qui suivront la Révolution russe ne copieront pas nécessairement celle-ci, et que, se produisant dans des conditions économiques et politiques différentes, elles ne seront peut-être pas obligées aux mêmes concessions qui s'imposèrent à la Révolution russe, et marcheront plus rapidement qu'elle à leur but, à savoir l'organisation de toute la vie économique selon les méthodes de production socialiste. Vouloir copier textuellement la Révolution russe serait en méconnaître profondément les enseignements.

MARCEL OLLIVIER.

PESTALOZZI, ÉDUCATEUR DU PEUPLE

Au moment où la mode est trop souvent de se dire ami et défenseur du peuple, il est bon de nous rappeler ceux qui se sont vraiment dévoués pour cette cause. Ce nous sera une bonne leçon d'humilité.

Pestalozzi fut un de ceux-là et c'est avec raison qu'on l'a surnommé le saint Vincent de Paul laïc.

Henri Pestalozzi, qui naquit à Zurich en 1764, subit de bonne heure l'influence de l'Emile, de J.-J. Rousseau — qui prêchait le retour à la nature — et se retira à la campagne pour y exploiter une petite terre. Il s'y montra ce qu'il fut toute sa vie, excessivement bon, mais à peu près complètement dénué de sens pratique. Et déjà il pensait à recueillir des orphelins, pour les instruire tout en les employant à divers travaux agricoles ou ménagers.

Cet essai malheureux fut cependant le point de départ de sa longue carrière d'éducateur. Ce pédagogue de génie ne fit rien moins que de réformer l'enseignement. Aux méthodes dogmatiques, seules employées jusqu'alors, il substitua des méthodes intuitives qui tenaient un plus grand compte de la personnalité de l'enfant. Il voulut « *diviser l'enseignement suivant la marche progressive des forces de l'enfant, et déterminer avec la plus grande précision ce qui convient à chaque âge, de manière à ne rien omettre de ce que l'élève est complètement en état d'apprendre, de manière aussi à ne pas accabler et troubler son intelligence par des études qu'il n'est pas encore tout à fait capable d'apprendre* ». Par ces conceptions théoriques, comme par quelques-unes de ses réalisations, il se montre bien comme un des grands précurseurs de l'École moderne, et même de l'École nouvelle de demain. L'un des premiers il pensa à « psychologiser » — le mot est de Pestalozzi lui-même — l'enseignement, c'est-à-dire à en baser le développement sur les sciences de l'éducation, ce qu'essayent de réaliser aujourd'hui nos pédagogues.

Ce Pestalozzi-là n'a pas été méconnu. On a dépouillé lentement et ses écrits et sa correspondance. Mais ses commentateurs se sont appliqués surtout à montrer ce que sa carrière eut de glorieux et d'avantageusement remarqué par les gens bien pensants d'alors, par ceux-là même dont Pestalozzi cherchait naïvement l'appui, parce qu'il croyait — les voyant commis à la sainte mission du gouvernement des peuples — qu'il suffisait de leur montrer le chemin du salut pour qu'ils s'y engageassent !

Mais Pestalozzi a été presque constamment détourné de son principal souci — améliorer le sort du peuple — par ceux qui, même lorsqu'ils parlaient de meilleure méthode d'éducation, ne pensaient qu'au sort de leur classe. Il me semble voir Pestalozzi malade, se levant comme un somnambule et se précipitant chez le tzar qui était de

passage, pour lui présenter sa méthode et intervenir en faveur des serfs de Russie.

Rares, hélas furent ceux qui s'intéressèrent à ses rêves. Lorsque son institut d'Yverdon était à son apogée, lorsque la renommée de la « *Méthode* » s'étendait par toute l'Europe, nul savant, nul homme éminent n'aurait traversé la Suisse sans rendre visite au vieux père Pestalozzi et s'extasier devant les résultats obtenus. Des élèves arrivaient de tous les coins du monde et payaient à l'Institut de fortes pensions. Et cependant, Pestalozzi n'était pas content : il ne pensait toujours qu'au peuple. « *Depuis longtemps, hélas ! dit-il, depuis les années de mon adolescence, une seule, unique et puissante aspiration faisait battre mon cœur : tarir les sources de la misère ou je voyais le peuple plongé autour de moi.* » (Comment Gertrude instruit ses enfants). Et c'est pour le « *peuple* » qu'il se ruinait, qu'il ruinait sa femme, qu'il ruinait et décourageait aussi ceux qui lui prêtaient de l'argent.

Quelle était, aux yeux de Pestalozzi, la situation de ces « *pauvres* » en face de leurs maîtres ?

« *Oui, oui, disent les ecclésiastiques, quand ils viennent nous trouver, ils n'entendent pas un mot à notre enseignement. — Oui, oui, disent les juges, auraient-ils cent fois raison, il leur est impossible de faire comprendre leurs droits à qui que ce soit. — La dame en parle avec une souveraine pitié : « C'est à peine s'ils sont d'un degré supérieur à la brute ; on ne peut les employer à aucun service. » — Des ventrus, incapables de compter jusqu'à cinq, les estiment plus bêtes qu'eux, ventrus ; et des misérables de toutes couleurs crient, en gesticulant chacun à sa façon : « Heureusement pour nous qu'il en est ainsi ! S'il en était autrement, nous ne pourrions les acheter, sur nos foires, aussi bon marché, ni les vendre aussi cher... »*

Et Pestalozzi l'apôtre s'écrie : « *Je veux ouvrir aux intelligences délaissées et livrées à l'abrutissement, aux pauvres et aux faibles de ce monde, les voies de l'Éducation qui sont les voies de l'Humanité.* »

Il n'ignore pas, cependant, que d'autres avant lui se sont occupés de l'enseignement des pauvres. Mais cet enseignement même restait un enseignement d'esclaves. « *Je ne conteste pas, dit-il, que les méthodes actuelles puissent former de bons tailleurs, de bons cordonniers, de bons négociants, de bons soldats ; mais je soutiens qu'elles ne peuvent former un négociant ou un commerçant qui soit homme dans la véritable acception du mot.* » « *Nous n'avons que des écoles d'épellations, d'écriture, de catéchisme ; ce qu'il nous faudrait, ce sont des écoles d'hommes.* »

Quels sont donc les vices de l'enseignement que Pestalozzi s'attachera à réformer ? « *C'est une grande lacune que nous laissons subsister au cœur de la civilisation... en ne faisant rien pour enseigner aux basses classes*



PESTALOZZI

à parler, bien mieux encore, en faisant apprendre par cœur des mots isolés, abstraits, à un peuple qui n'a pas de langage. » « Le bavardage est proprement la maladie ecclésiastique dont nous avons si grand besoin de nous guérir... Des actes ! Voilà ce dont l'homme a besoin. Foin des discours ! » « Tout mon être se révolte quand je vois la nature et l'art, non seulement séparés dans l'enseignement du peuple, mais opposés l'un à l'autre jusqu'à la folie par des hommes pervers... » Car, dans ses moments de détresse et d'indignation, il sent qu'il y a une force sourde — et elle existe encore aujourd'hui — qui contrecarre tous ses projets de libération du peuple. Ces « hommes pervers », ce sont les Napoléon et les Talleyrand, qui disent de sa méthode : « C'est trop pour le peuple. »

Pour lui, plus il réfléchit sur la condition du peuple, plus il en voit toute la misère. Et c'est en ces mots qu'il en parle dans « *Les Recherches sur la marche de la Nature* ».

« L'homme qui n'a point de part à la propriété trouve-t-il, dans les institutions existantes des Etats, une compensation réelle pour les droits naturels qu'il ne peut exercer ? Y trouve-t-il l'instruction et les moyens nécessaires pour s'assurer une existence humaine ? Je suis obligé de répondre : Notre siècle si éclairé ne reconnaît pas ce principe. Plus les lumières se répandent et moins les Etats se préoccupent de la solution de tels problèmes. Nos législations se sont élevées à des hauteurs si sublimes qu'il leur est impossible de songer aux hommes. Elles s'occupent des besoins de l'Etat et de l'éclat des trônes. Quant à celui qui n'a point de part à la propriété, elles l'oublient, excepté quand il s'agit du service militaire. De temps à autre aussi, on organise pour lui une loterie, où chacun, moyennant quelques sous, peut tenter la fortune.

« Il est certain que la classe des propriétaires n'est pas même imposée d'une façon équitable, en proportion de ce qu'on exige des petits et qu'on laisse les riches accumuler de plus en plus leurs capitaux d'une façon qui remplit le monde de créatures misérables et profondément dégradées. Et quand les conséquences de cette dégradation du peuple deviennent visibles, on rejette les fautes sur ceux qui ont été corrompus, et non sur les corrupteurs ; et ceux-ci continuent, au profit de leurs intérêts, à développer un état de choses dans lequel la condition morale et matérielle du peuple doit empirer toujours davantage. »

Mais les échecs successifs de ses essais d'organisation d'un enseignement pour les pauvres ne purent le décourager. Il est vrai qu'il voyait la question dans toute sa complexité. Fonder une école de pauvres pour laquelle il consacrerait tout son temps et son argent, ce fut, certes, toujours son rêve. Mais il pensa aussi à organiser l'enseignement dans ces écoles pour le jour où, lui disparu, ses successeurs n'auraient ni son génie ni son dévouement. Ce qu'il veut obtenir, c'est que l'instituteur doué d'un minimum de capacité, non seulement n'exerce

plus une action nuisible, mais fasse lui-même des progrès dans la direction indiquée. Et cette ligne de conduite reste toujours à méditer par les faiseurs de méthodes ou les constructeurs de systèmes à l'usage de l'enseignement primaire.

Ce qu'il veut, enfin, c'est préparer les futurs éducateurs du peuple.

« Si je ne réussis pas, dit-il, à préparer au moins, de mon vivant, l'application de l'idée de l'instruction élémentaire dans les écoles de pauvres et les écoles populaires, et à en assurer l'exécution après ma mort, ne fût-ce que sur une petite échelle, la chose essentielle par laquelle je puis encore servir l'Humanité sera perdue. Il en sera de même si je ne me trouve pas, avant ma mort, en situation de réunir autour de moi, un certain nombre de jeunes gens pauvres, que j'aurai librement choisis, afin de les préparer aux parties les plus rudimentaires de l'Education populaire, et non seulement de les instruire, mais de les enthousiasmer pour cette tâche. »

Hélas ! cette partie de son œuvre, dont on l'avait sans cesse distrait pour le muer, lui éducateur du peuple, en éducateur de la bourgeoisie, semble, dans ses vieux jours, définitivement compromis. L'Institut d'Yverdon lui-même se disperse. Tous les efforts d'une longue vie si remplie apparaissent désormais inutiles. Aussi Pestalozzi écrit-il, quelques instants avant sa mort :

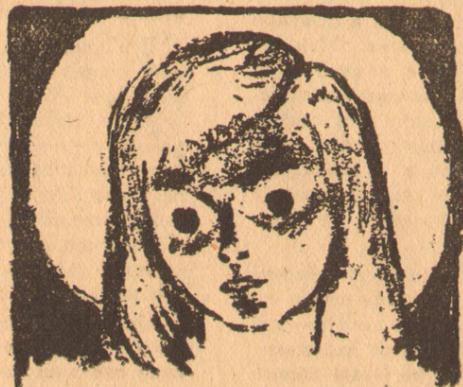
« Mourir n'est rien ; je meurs volontiers, car je suis fatigué, et je voudrais enfin trouver le repos ; mais après avoir vécu, avoir tout sacrifié, et n'avoir pas réussi ; voir son œuvre ruinée, descendre avec elle dans la tombe, oh ! c'est affreux ! je ne puis l'exprimer ; je voudrais pleurer, je n'ai plus de larmes.

« Et mes pauvres, opprimés, méprisés ! pauvres gens ! On vous abandonnera, on vous repoussera comme on me repousse moi-même. Le riche, au sein de l'opulence, ne pense point à vous ; il pourrait tout au plus vous donner un morceau de pain ; lui-même est pauvre : il n'a que de l'or. Vous conviez à un banquet spirituel, vouloir faire de vous des hommes, on n'y pense pas encore, et l'on n'y pensera pas de longtemps ! »

On a encore tardé longtemps après lui à organiser l'enseignement du peuple qu'il rêvait. Même aujourd'hui, nos écoles restent des écoles de pauvres, auxquelles on reproche volontiers et le coût et l'esprit. Cependant les idées de Pestalozzi ont germé. L'Ecole, malgré ses dirigeants bourgeois, est en train de devenir humaine. Elle essaye de faire des hommes. Elle se débarrasse lentement de l'emprise cléricale si tenace. Et là encore, Pestalozzi fut un précurseur. Car à une époque où nul ne contestait les devoirs envers Dieu, où lui-même aimait à lever humblement les yeux vers le Ciel. Pestalozzi osa dire un jour à ses petits mendiants :

« Les crucifix ne vous donneront point de pain ; vous devez apprendre à travailler. »

C. FREINET.



N. Tonin

Le Prolétariat et les sports

Rudolf Léonhard est parmi les intellectuels allemands un de ceux qui a cherché le plus à se rapprocher du prolétariat. D'un de ses ouvrages à paraître : *Proletkult physique, nous extrayons ce court passage, dans lequel la question prolétarienne du sport, bien que traitée d'une façon fort incomplète, est courageusement abordée. Au moment où la Fédération Sportive du Travail Française vient de rallier l'Internationale Sportive Rouge, nous croyons utile de donner dans cette revue un premier exposé du problème du sport, que nous nous réservons de traiter beaucoup plus à fond dans la suite.*

Les associations sportives prolétariennes ont, en Allemagne, pris une grande envergure, dans le cadre même de l'ordre bourgeois.

Beaucoup de prolétaires quittent les clubs soi-disant neutres, les centres du sport bourgeois, et fondent des associations spéciales. Cela ne dérive pas d'un parti-pris, d'une idée politique, mais bien plutôt du sentiment qu'une division nette entre bourgeois et prolétaires doit opérer dans tous les domaines, sans exception, et que le sport et la culture physique prolétariens sont nettement séparés du sport et de la culture physique bourgeois.

Nulle part on ne pourra remarquer une plus grande différence entre les régimes d'avant et d'après la prise du pouvoir par le prolétariat, que sur le terrain de la culture physique et du sport.

Le développement de la civilisation bourgeoise a à peu près réduit à néant les facultés physiques du peuple : son sport est caractéristique, il a développé une sorte de gymnastique qui n'a développé que certaines parties du corps, qui n'y a vu qu'un travail, et non une joie, et qu'on organisa aisément d'une façon militaire, sinon militariste. Il n'y eut aucun rapport entre le sport « individuel », tel que la natation et le patinage, et le sport « social », comme le canotage et le rugby. Et quand on cherchait à organiser le sport, on s'en remettait à l'histoire. Puis il y eut ces deux mensonges bourgeois : reniement de tout ce qui pouvait avoir un but, et incapacité de concevoir un autre gain que l'économique. C'est ce qui amena le bourgeois à créer le type du héros sportif : c'est-à-dire ceux qui gagnent gros. Et il est certain que « la boxe d'aujourd'hui est plus déprimante que les anciens jeux de

Rome à son déclin, car elle amène la société à s'intéresser au sport, sans qu'il soit besoin d'en faire, c'est-à-dire de travailler ». Voilà ce qui tue le sport dans son sens primitif, qui devrait être un jeu, une lutte pour le plaisir de la lutte, et non de la victoire, une façon d'engager les forces de chacun dans un ensemble harmonieux. L'existence de « professionnels » ne signifie point développement et différenciation du sport, mais au contraire rabaissement au niveau commercial. Quant à cet autre mensonge, qui consiste à nier qu'il peut avoir un but, il mène au comble du grotesque, quand on voit s'ériger des écoles d'équitation spéciales pour les bourgeois ventrus ayant besoin de maigrir, ou quand un banquier se met à fendre du bois.

Le prolétaire fend du bois, pour le bois, et il est habitué à le faire. Quand il fait du sport, il veut mettre en action d'autres muscles. Le soin du proletkult sera de lui en fournir l'occasion, et d'atteindre l'équilibre des efforts de son corps ; le prolétaire comprendra de nouveau la vraie signification du sport, qui est un plaisir, et non une corvée comme pour le bourgeois. Il faudra lui trouver des sports qui agissent moins sur ses muscles, que sur ses sens et ses nerfs.

Selon les degrés de développement et les nécessités du sport, l'idéal du proletkult physique prendra ses directives. On arrivera à l'équilibre entre le travail manuel et cérébral. On assainira la méthode du travail : plus celui-ci sera spécialisé, plus le sport pourra être simple et se rapprocher d'un jeu et du développement d'un corps libre. On ne visera plus seulement l'équilibre des forces, mais le but direct nécessaire et naturel du mouvement physique. La culture physique ne sera plus fonction d'une hygiène individuelle, mais découlera de la vie sociale. La santé et la liberté n'en seront plus un but, mais une base. Le proletkult physique ne cherchera pas à créer l'homme idéal prolétarien, mais celui-ci fera partie avec tout son être de l'idéal de beauté prolétarien. Il n'y aura plus besoin de parler d'éthique ni d'esthétique au sujet de culture physique : les deux formant ensemble l'idéal de la culture tout court.

RUDOLF LEONHARD.
(Traduit de l'allemand par I. G.)

LA TRAITE DES MUSES

M. Huysmans interviewé sur
les fêtes cléricales de Lisieux

On sait peut-être, mais on n'aurait pas beaucoup perdu à ignorer que, pendant trois jours, la vieille et charmante ville de Lisieux a vécu dans une fièvre de zèle patriotique et religieux sans exemple en France depuis longtemps.

L'Eglise Catholique a eu la chance d'inventer (c'est un terme de théologie qui s'applique merveilleusement à la circonstance) les reliques miraculeuses d'une nonne morte au monastère du Carmel. Le lancement de cette affaire où les intérêts du Bloc National se combinent savamment avec ceux des congrégations, était préparé depuis de longs mois et vient enfin, semble-t-il, de réussir à souhait.

La Vierge de Lourdes et de la Salette, le Sacré-Cœur de Paray-le-Monial doivent compter désormais avec la concurrence de Thérèse de l'Enfant-Jésus.

Des milliers de pèlerins accourus de toutes les provinces et de l'étranger, les hôtelleries et les cabarets envahis, toutes les Eminences et toutes les Grandeurs de France et de Navarre, tous les couvents, le haut clergé d'Angleterre et d'Amérique, les cadres de l'armée et de la marine « républicaine », les sénateurs et les députés, les Unions Civiques et les compagnies de préparation militaire, le consortium des grands journaux, etc., etc., affluèrent pour célébrer pendant ces trois jours (c'est le sens du mot *triduum*) la nonne récemment promue au titre de bienheureuse... et qui paraît toute disposée à faire de « bonnes » élections.

M. Touchet, cardinal-évêque d'Orléans, prononça un sermon dont le teneur rappelle étrangement ceux que Poincaré adresse à ses morts. La cause est la même, décidément, et tous ces médecins de la nation sont voués à travailler sur le cadavre.

Les reliques de la sainte ont été rendues au monastère, solennellement transportées sur une auto fleurie :

c'est ainsi que l'on entend à présent le *modernisme* de l'Eglise.

Quant à nous, nous n'avons pas perdu notre temps et nous avons obtenu deux précieuses interviews : celle d'un aubergiste, rouge de cidre et de calvados, qui nous a dit brièvement : « Nous végétons. Cette affaire-là va nous donner du regain. De nos jours, Monsieur, il n'y a plus que les miracles pour faire marcher le commerce. Dans dix ans, je plie bagage et je me retire dans un château. Il va sans dire que j'élèverai mes enfants chrétiennement. Oh ! ça, oui, Monsieur ! »

En second lieu, à la faveur de circonstances qui ne se reproduisent pas deux fois en cent ans, nous avons pu joindre, la nuit dernière, le célèbre naturaliste de la vie catholique, le fameux auteur de romans mystico-sensuels, Joris-Karl Huysmans...

L'écrivain de la *Cathédrale*, qui n'a jamais été bien corpulent et qui est mort en 1907, a considérablement maigri depuis cette époque. C'est une tête jaune, décharnée, que nous voyons sur cette robe de lin transparente et vide ; il porte une canne à pommeau d'argent, vaguement fleurie, comme le légendaire bâton de St-Joseph.

« C'est la canne dont m'avait gratifié ce mécréant de Zola... Ce pauvre Zola, ce qu'il doit suer à cette époque, dans la fournaise éternelle ! »

Nous craignons de perdre, en un clin d'œil, l'apparition du grand artiste réaliste, et nous l'interrogeons vivement sur les fêtes de Lisieux. Nous reproduirons exactement ses paroles, car elles sont, aujourd'hui comme autrefois, d'un style inimitable.

« En ce Ciel, nous dit Huysmans, en ces pourpris peuplés de mazettes et de bigotes fleurant la punaise de confessionnal, j'avais tôt discerné la jeune célicole Thérèse de l'Enfant-Jésus, dont la robe victimale est pure de relents saumâtres ainsi que de fallacieux miasmes ! Je comptais un peu sur elle pour raviver un émoi de béatitude qui s'avère sérieusement débile depuis que le

Seigneur m'a cantonné dans cette garnison de pieux territoriaux !...

« Eh bien, non ! cette petite, née, comme vous l'ont appris d'onctueux premiers-Paris, en 1873, et trépassée à Lisieux, en 1897, donc plus jeune que moi de vingt-cinq ans et arrivée plus verte dans le suprême Au-Delà, n'a pas eu le don de susciter un vierge épanouissement du sceptre que, vous le voyez, je détiens.

« C'est, n'en déplaise à Bourget que vous saluerez de ma part et à Léon Bloy que ne rassérène guère, ici, ce triduum, une péronnelle, une pimbêche, toute vaine d'avoir ameuté à ses trouses les légionnaires anglo-saxons et vu trimbaler ses reliques sur un char qui fume et vente, évadé du Carnaval de Nice !

« Turpide couronnement d'une ascèse ! Ah ! tout l'opprobre est là, de cet âge désormais clos aux vertiges mystiques et à l'extase des authentiques liturgies !...

« Et ne me parlez pas de ces érucations de géhenne, de ces simoniaques prélats, de ces glacières en réparateurs Rio Tinto, en expiatoires Royal Dutch ! Ne dites mot de Touchet, l'écarlate estafier des Blocs maçonniques, ni de Baudrillart, cette académique baudruche ! Non, vrai, je décernerais plutôt la palme de joie au facétieux sacripant que fut, de mon temps, Monseigneur d'Hulst !

« Et puis, chut !... Je me mettrais à dos les populations de l'Empyrée si je vitupérais comme il sied, *ut decet*, le mercantile dévergondage d'une semblable apothéose. Lisieux dénombre, ici, de rapaces et musculeux patrons...

« Dites plutôt, puisque vous vous déclarez folliculaire d'une gazette subversive, dites qu'en ce cortège officiel de la Carmélite, un détail m'a réjoui : ce fut l'alerte déploiement des sapeurs-pompiers et des sociétés de gymnastique. Cela peut, un tantinet, vexer vos lecteurs ; mais, au Ciel, nous ne sommes pas payés pour flatter les illusions des factieux... »

Sur quoi, le farouche artiste nous tourna le dos et nous rentrâmes à reculons dans le monde des vivants.

CHIL.

NOTRE SOUSCRIPTION

Quaglino (2 ^e versement) 25.	Ballestro 4	J. B. Cellamines 5	Un Haut-Alpin 2	Christoff 10
Auge 10	Anonyme A. F. Paris 20	Lamy 5	Rieussec 5	Notzel 31.50
Descamps 25	Legros 1.85	Vernat (3 ^e versement) 50	Sperouza 10	Van den Bergh 50
Denis 42.40	Delvaide 25	Ballandras 7	Jordanides 44	Boulley 12
Brossard 5	Anon. Bruxelles 20	Allard 5	Jordanides 180	Colin 25
Louissette et Maurice 5	Fuya 10	Guiller 2	Bacha 14	Geissen 2
Jacquinet 100	Davenas 7	Marti 4	W. et A. Hazan 45	Hutier 98
Hayos 25	Carzoni 14	Martin 1.05	Tempesti 20	Lucie et Michel 10
Gabriac 20	Nahmias 20	Chave 7	R. Levy 20	Ionesco 10
Vertil 50	Prebost 5	Louvat 10	David Cohen 20	Costesco 20
Barnin 100	Felix 10	Vezien 5	E. Katz 20	Gauthier 100
X. Paris 5	Fou Tchong 10	Marges 10	A. Gazigian 14	Moreau 2
Combes 100	Murgat 10	Jardine 15	A. Fasani 14	Carlier 3
Razin 50	Fahy 5	Allias 5	Mle Bice Fasani 15	Total 2.559.80
J. C. Paris 10	Marceau 10	Soumet 10	Henriette Vilain 10	Total des listes précédentes 14.249.40
Vezenet 40	Puttemans 114	Vachier 10	Conrard 100	Total 16.809.20
Paul J. Paris 15	Mougeot 5	Anonyme 5	Clair 10	A supprimer N° 38. H. Yung Stang 5
Anonyme A. C. Paris 100	M. B. Institutrice 30	Maquarre 10	Gindroz 12	N° 40 Hung Yang Tsang 2
Roux 100	Wittig 10	Benedetti 5	Anonyme Rotterdam 40	Total 16.802.30
Yvetot 50	Paratte (2 ^e versement) 10	Gomedy 10	Anonyme Boschyons 15	
Renoir 40	Guillemard 3	Penavaire 5	Duch 5	
Vernet 15	Olivier 10	Delamplé 5	Hertel 15	
A. H. Paris 3	Maitre 5	Schliontig 10	Electro 20	
Bienvenuste 15		V. Pays 10	Tradach 10	
		Leo 5	Plateau 6	

ABONNEMENTS : France : 4 an... 25 fr. ; Six mois... 13 fr. ; Trois mois... 7 fr. — Etranger : 4 an... 36 fr. ; Six mois... 20 fr. Trois mois... 11 fr. 16, Rue Jacques-Callot, Paris (6^e) — Téléphone : Gobelins 11-00. — Chèque Postal : Paris 330-80.

Le Gérant : Marcel FOURRIER.



Imprimerie « PERFECTA » (MALO, Imprimeur)